Géopolitique actuelle des Kurdes en Turquie, en Irak et en Iran

L'idée d'un Kurdistan est-elle complètement illusoire ?

Saywan Barzani

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2380>

DOI : 10.4000/echogeo.2380

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Saywan Barzani, « Géopolitique actuelle des Kurdes en Turquie, en Irak et en Iran », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 13 mars 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2380> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.2380>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Géopolitique actuelle des Kurdes en Turquie, en Irak et en Iran

L'idée d'un Kurdistan est-elle complètement illusoire ?

Saywan Barzani

- 1 Le Kurdistan historique ou la zone de peuplement kurde s'étend sur environ 520 000 Km² mais reste dispersé entre principalement quatre pays voisins : la Turquie au Nord, la Syrie à l'Ouest, l'Irak au Sud et l'Iran à l'Est. La population kurde y est estimée à plus de 35 millions d'habitants. Une partie de cette population a quitté la région suite à une instabilité et à un sous-développement chroniques, et suite aux longues guerres qui durent depuis des décennies. Mais ces zones périphériques et négligées par les pouvoirs centraux, et sans grand intérêt pour la communauté internationale, commencent à prendre de l'importance, notamment depuis le départ de centaines de milliers de Kurdes vers l'Europe, et la modernisation des moyens d'informations. La guerre du Golfe, en 1991, et l'intervention militaire américaine qui s'est terminée par une occupation de l'Irak en 2003 ont sensiblement changé la donne régionale.
- 2 Le Kurdistan d'Irak indépendant *de facto* de Bagdad depuis 1991, de son côté, joue un rôle important et s'est imposé comme l'allié indispensable des Etats-Unis en Irak et dans la région. Le gouvernement du Kurdistan participe activement à la reconstruction des institutions politiques irakiennes et il est devenu la clé de voûte du nouveau système politique irakien : les Kurdes sont les arbitres entre les différents protagonistes irakiens notamment chiïtes et sunnites mais aussi entre ces deux derniers et les Américains.
- 3 Le Gouvernement Régional du Kurdistan, reconnu désormais officiellement depuis 2003, profite du chaos sécuritaire et politique en Irak pour se renforcer. Les institutions politiques du Kurdistan sont placées sous l'égide d'un président, Massoud Barzani. Celui-ci a été élu suite à la nomination de son ancien rival kurde Jalal Talabani à la présidence de l'Irak. Leurs deux partis, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et le L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), ont des structures administratives unifiées, parlent désormais d'une seule voix et forment une alliance électorale à Bagdad et à Erbil. Ces deux partis kurdes décrochent la reconnaissance du statut semi indépendant du Kurdistan en adoptant une constitution qui encadre cette réalité dans un système fédéral

sur mesure qui accorde, selon les Arabes, trop de droits aux Kurdes. En outre le Kurdistan tente de disposer d'une forte présence à Bagdad en contrôlant des postes-clé comme certains postes ministériels, militaires (comme l'Etat major des armées et ceux des services secrets et dans l'administration). Finalement le Kurdistan commence à se développer, déjà se dessine une avance importante dans les domaines de l'enseignement, de la construction et des services par rapport au reste de l'Irak.

- 4 Il reste l'épineux dossier des Zones arabisées, c'est-à-dire les 41 000 Km² à la lisière du Kurdistan officiel de 42000Km². Ce sont, entre autres, les villes de Sindjar, Kirkuk et Khanaqin riche en pétrole, où les Kurdes, malgré le nettoyage ethnique opéré par le régime de Saddam Hussein, constituent toujours la majorité des habitants. Il fallait, selon la constitution irakienne, qu'un référendum eût lieu avant la fin 2007. Mais sur proposition de l'Onu un nouveau délai de six mois a été accepté par l'Assemblée Nationale du Kurdistan. Si ce dossier est mené à son terme, la question kurde pourrait en être considérée comme résolue en Irak. Mais il reste toujours la possibilité sérieuse d'une rechute, d'un regain de tension. Si le règlement de la question kurde en Irak est considéré comme définitif, quelles en seraient les conséquences sur la situation dans les trois autres pays ?
- 5 La Syrie, où quelques deux millions de kurdes vivent, est toujours gouvernée par un régime baasiste (Parti de la Résurrection Nationale Socialiste) et autoritaire. Sous la justification de la lutte contre Israël, la minorité Alawite, dirige depuis plus de quatre décennies le pays d'une main de fer et les Kurdes y sont, en partie, considérés comme des apatrides et ne jouissent d'aucun droit culturel ou politique. Les régions kurdes restent dans une situation de sous-développement par rapport au reste du pays, les partis politiques kurdes sont interdits et mènent des actions pacifiques clandestines.
- 6 En Iran, les Kurdes subissent une discrimination religieuse car ils n'appartiennent pas à la majorité chiite, le chiisme étant religion d'Etat, dont l'appartenance est nécessaire pour accéder aux hauts postes politiques et même administratifs. Mais d'un autre côté, le statut de l'Iran, héritier des empires orientaux multi ethnique et multi religieux, donne une certaine facilité aux kurdes pour affirmer leur différence culturelle et profiter du fait d'être proches linguistiquement et culturellement des perses, peuple culturellement dominant en Iran. D'un autre côté, la répression de la République Islamique n'a pas atteint le niveau d'extrême violence atteint en Irak et en Turquie, c'est-à-dire les déportations massives de millions de Kurdes et la destruction de plus de 4 000 villages dans chacun de ces deux derniers pays et un génocide en Irak. La répression iranienne était plus classique : des exécutions et des arrestations ciblées, même si le déploiement des militaires omniprésents est comparable à celui que l'on observe en zone kurde de Turquie. Mais la guerre que les deux partis traditionnels, le PDK d'Iran et le Komala, avaient cessé en 1995, vient d'être reprise par le PKK contre Téhéran qui ne soutient plus le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan – Turquie) qui a à son tour commencé une lutte armée contre l'Iran sous la nomination de Pejak depuis 2004.
- 7 Par contre, en Turquie qui contrôle la plus grande partie du Kurdistan historique et où habite le plus grand nombre de Kurdes, (environ 17 millions de personnes), la situation est différente. Ce n'est plus l'empire ottoman ou les *milliyet* (peuples) étaient reconnus ; de gré ou de force, la république de Mustafa Kemal de 1924 doit assimiler les différentes ethnies et les intégrer dans un Etat nation centralisateur dont l'armée est garante du mythe de la Turquie européenne et laïque. Ainsi la spécificité même des Kurdes est niée, et un sous-développement économique flagrant sépare les zones kurdes du reste de la

Turquie. Le PKK est la principale formation politico-militaire kurde d'extrême gauche qui mène depuis 1984 une guerre contre Ankara qui a réussi à convaincre l'Europe et les Etats-Unis de considérer ce parti comme une organisation terroriste. Cette définition aide la Turquie à éviter des pressions fortes pour résoudre le problème kurde qui existe depuis la création de la république turque. Les Quelques 5 000 guérilleros du PKK, dispersés entre la Turquie, l'Irak et l'Iran, continuent à mener la guerre contre l'armée turque qui tente justifier son échec d'exterminer les membres du PKK en accusant le Kurdistan irakien de les abriter. La Turquie est intervenue (février 2008) militairement en Irak du nord pour y déloger les combattants du PKK, mais il semble que ceci est destiné à satisfaire l'opinion public nationaliste en Turquie, car même une occupation complète du Kurdistan irakien ne fera qu'exacerber le problème kurde qui existe sous sa forme violente depuis 1923. Une invasion durable, par l'armée turque, du nord de l'Irak impliquerait une forte déstabilisation de toute la région.

- 8 Le Kurdistan partagé n'est libéré en partie qu'en Irak pour reprendre la terminologie officielle kurde. Ce rôle de leader pris par le Kurdistan irakien, peut-il aider à la création d'un grand Kurdistan qui engloberait des parties de quatre pays ? Un tel scénario semble loin de se réaliser, non pas parce que les kurdes irakiens sont devenus riches (budget gouvernemental estimé à plus de 8 milliards de dollars pour environ quatre millions d'habitants) et ne voudraient peut-être pas partager leur richesse avec des millions d'autres Kurdes, mais parce que le Kurdistan montagneux est un territoire enclavé sans accès à la mer. En suite défaire les frontières de quatre pays puissants militairement et soutenus par les différentes puissances étrangères semble difficile, sauf au cas où l'hyper puissance, que sont les Etats-Unis, décident de créer ce pays et de bouleverser les équilibres actuels dans le Moyen-Orient. Un tel Etat kurde serait forcément pro-américain ou pro-occidental car un tel scénario affaiblirait tous les pays de la zone, y compris les alliés de l'Occident. Le Kurdistan, avec sa position stratégique entre les trois continents du vieux monde, ses richesses naturelles, notamment le pétrole, et sa position de château d'eau du Moyen Orient (qui pourra éventuellement fournir les Arabes et les Israéliens en eau) pourrait combattre le terrorisme et les divers trafics, cela profiterait davantage aux grandes puissances que des pays instables et fermés comme c'est le cas actuellement. Mais une modification de la carte de la région semble extrêmement difficile pour le moment et nécessiterait une guerre, hypothèse non envisageable à court terme.
- 9 En attendant le Kurdistan irakien continue d'influencer les kurdes dans les pays voisins par le désormais puissant appareil médiatique du Kurdistan, le commerce (qui a atteint plus de 7 milliards de dollars avec les pays voisins) et la coopération à développer les zones kurdes en Turquie et en Iran. Les étudiants et les ouvriers kurdes se rendant au Kurdistan irakien, d'une part, et le soutien politique de l'Irak aident à transformer la situation des Kurdes dans les pays limitrophes. Il semble aujourd'hui que l'ensemble des forces politiques kurdes soient d'accord sur le fait suivant : il faut régler le problème kurde dans le cadre des Etats existants, à condition d'obtenir une autonomie politique dans le cadre des frontières actuelles. Mais cela n'est possible qu'avec une démocratisation et une stabilisation politiques et économiques des quatre pays concernés.

AUTEUR

SAYWAN BARZANI

Politologue, représentant du gouvernement régional du Kurdistan à Paris